

Lutte de classe

S'unir : sur quelle perspective politique ?

Je vous propose une lecture critique du numéro 30 d'*Informations ouvrières*, l'hebdomadaire du POI.

« *La lutte de classe et les organisations n'ont pas dit leur dernier mot. Encore faut-il ne pas se tromper d'unité.*

Ou bien s'unir avec le gouvernement et les patrons, pour mettre en oeuvre la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, donc les plans de licenciements.

Ou bien unir les rangs de la classe ouvrière avec les organisations pour l'arrêt de tous les plans et l'interdiction des licenciements, pour que les 428 milliards soient soustraits aux capitalistes et financent un plan de sauvetage de la classe ouvrière et de la population. »

Gluckstein a fait un copier/coller de l'éditorial de Laguiller (LO) du 12 janvier :

« *La réussite de la journée du 29 janvier peut servir à leur redonner le moral (aux travailleurs ndlr), mais à condition qu'elle soit suivie d'autres mobilisations, annoncées à l'avance, destinées à préparer le monde du travail à la contre-offensive d'envergure qui sera nécessaire s'il ne veut pas supporter tout le poids de la crise.*

Ce devrait être le rôle des directions syndicales que d'établir un tel plan. »

Et Gluckstein de conclure : « *Pour aider à ouvrir cette issue* », parce que pour le POI l'issue doit être tout sauf politique, comme pour Laguiller. Comment peut-on parler d'issue dans ce cas-là ? Mieux cette issue ne peut exister que dans le cadre et le respect des institutions de la Ve République. CQFD.

Quand ils disent « *unir les rangs de la classe ouvrière avec les organisations pour* » le meilleur, ils y croient vraiment ou ils se moquent ouvertement des travailleurs et des militants ? D'après vous ?

Page 3

Schivardi :

« *Nous avons été les seuls à parler de renationaliser les banques en 2007. Quand on voit la situation actuelle... C'était le moment de le faire.* », pour le POI que ce soit des représentants du capital, Sarkozy et son gouvernement qui renationalisent les banques ou un gouvernement ouvrier révolutionnaire ce serait la même chose.

Page 4

Ce que craint Schivardi et le POI :

« *Quand je vois toutes les usines qui ferment, le chômage partiel, je me dis : « Tu ne t'étais pas trompé. Il faut vraiment renationaliser les outils de production. Sinon, nous allons à la révolution. » », et c'est cette perspective qu'il faudrait l'éviter à tout prix ? Aller à la révolution, quelle folie !*

Il avoue au passage la signification réactionnaire du mot d'ordre de renationalisation sans que le prolétariat ait pris le pouvoir politique au préalable. Il affirme donc que les nationalisations serviraient à éviter une révolution. Il ne dira pas et personne au POI ne vous expliquera pourquoi, alors faisons-le pour eux : les travailleurs du secteur public et privé n'ont pas les mêmes droits et avantages, et l'un des avantages aujourd'hui extraordinaire qui demeure attaché au statut d'agent de l'Etat est bien la garantie d'emploi,

l'impossibilité d'être licencié et de se retrouver au chômage du jour au lendemain. Redevable envers l'Etat de la protection bienveillante qu'il leur accorde, les travailleurs du secteur public (sont) seront moins enclins à remettre en cause l'Etat tel qu'il existe (au service du capital).

En ne faisant pas la différence entre des nationalisations réalisées par l'Etat bourgeois ou un Etat ouvrier, la position du POI revient à définir l'Etat comme un organisme au-dessus des classes et non au service d'une classe. Cette position tourne le dos à la définition de l'Etat analysée par K. Marx et V. Lénine. Au mieux, ils ont pris à la lettre ce que disait Engels à propos des nationalisations montrant la voie au prolétariat dans une toute autre situation.

Page 5

Quelques réflexions de travailleurs reproduites dans IO sans le moindre commentaire :

« Les milliards versés par le gouvernement aux banques et aux spéculateurs doivent servir, tout de suite, à garantir nos emplois et nos salaires », au lieu de répondre à ce travailleur que le « tout de suite » est incompatible avec le maintien de Sarkozy, son gouvernement et les institutions de la Ve République, au lieu de les aider à poser la question du pouvoir qui seule peut déboucher sur une issue politique favorable à leurs revendications, le POI entretient les illusions des travailleurs dans l'Etat, Sarkozy et le gouvernement .

« L'organisation de la manifestation, tous unis dans la lutte et par le nombre, me semble évidente pour obtenir quelques avancées. »

Si la crise du capitalisme qui est le seul moyen avec la guerre de déboucher sur une situation révolutionnaire doit s'accompagner de la garantie des emplois et des salaires, mieux, d'avancées comme le préconise le POI, autant dire adieu tout de suite au socialisme !

Heureusement que le capitalisme n'a pas et n'aura jamais la capacité de surmonter durablement et définitivement ses contradictions, et que la lutte des classes débouchera sur une situation révolutionnaire, que les uns et les autres le veuillent ou non.

Page 7

« La possibilité pour le gouvernement de mettre en oeuvre sa politique destructrice réside dans sa capacité à associer, d'une manière ou d'une autre, les dirigeants des organisations ouvrières. C'est là l'enjeu de la prochaine période. »

Après avoir cité pêle-mêle les syndicats et le PS, mais dites-nous « d'une manière ou d'une autre » les dirigeants pourris des syndicats et le PS n'ont-ils pas par leur politique permis aux gouvernements successifs pendant 60 ans de mettre en oeuvre une politique qui ne remettait pas en cause le capitalisme, auraient-ils fait autre chose durant toutes ces décennies ?

Pour le POI, il ne faut surtout pas relier le présent au passé cela permettrait de comprendre beaucoup trop de choses, notamment que leurs dirigeants se sont toujours fourvoyés en soutenant les appareils « d'une manière ou d'une autre ». Ce que les ex-militants de l'OCI-PCI ne comprennent toujours pas semble-t-il, c'est que la politique du POI qu'ils brocardent aujourd'hui, s'inscrit dans la continuité de celle impulsée par Lambert-Gluckstein de 1945 à la création du MPPT, puis du PT devenu POI. C'est exactement la même politique, la dénonciation de la Ve République n'ayant finalement servi pendant ces longues années qu'à la faire accepter par les militants. Le même constat s'applique évidemment à la LCR et au NPA.

Page 9

« Les principales décisions présentées dans une "Adresse aux adhérents" :

« Sortir de l'Union européenne, pour l'Europe des travailleurs et de la démocratie », une variante à peine moins hypocrite de « l'Union libre des peuples libres de toute l'Europe » qui ne répond à aucune question que nous devons résoudre. La nostalgie de la IVe République ne les quitte plus décidément.

Elections européennes

« A ce stade, il apparaît qu'une majorité de comités estime que la participation à ces élections n'est pas le meilleur moyen de faire connaître la politique du parti. Le conseil fédéral national a décidé d'engager une campagne financière de 300 000 euros pour organiser les rassemblements régionaux, publier les tracts et le matériel pour l'interdiction des licenciements, et pour organiser pratiquement la marche unie sur Paris.

Ce choix apparaît au conseil fédéral national comme contradictoire avec une décision à une participation aux élections européennes, dont le coût est évalué, au minimum, à 700 000 euros supplémentaires.

En conséquence, le conseil fédéral national estime qu'à ce stade les conditions ne sont pas réunies pour la présentation de listes aux élections européennes. »

Le parlement européen remplit une seule et unique fonction au sein de l'Union européenne : la légitimer auprès des peuples. On nous explique qu'au niveau national, en France notamment mais pas seulement, le gouvernement ne peut appliquer sa politique antisociale qu'avec l'appui des partis se réclamant de la classe ouvrière, cette analyse est insuffisante mais ne nous y attardons pas ici. Au niveau de l'Union européenne c'est exactement la même chose qui se produit à travers le parlement. Les partis se réclamant de la classe ouvrière sont directement associés à la mise en œuvre des directives européennes, les députés européens ont pour seule fonction d'entériner l'orientation politique décidée par le Conseil européen constitué des chefs d'Etat et de gouvernements, le parlement européen n'a pas vocation à définir une autre orientation politique, il est entièrement soumis au Conseil européen et à la Commission européenne qui représentent et défendent uniquement les intérêts du capitalisme.

On pourrait objecter que les chefs d'Etat sont élus au suffrage universel dans leur pays respectif et par conséquence, ils ont acquis une légitimité qui leur permet de parler au nom de leur peuple, donc prétendre que le Conseil européen serait dans sa forme de nature anti-démocratique constituerait une contrevérité. La même démonstration serait valable pour la Commission européenne puisque les commissaires sont nommés par les chefs d'Etat qui bénéficie de la légitimité du suffrage universelle.

Si l'on accepte cette objection, il faut aller plus loin, il faut aller jusqu'au bout : les représentants des Etats qui siègent à l'ONU sont aussi nommés par les chefs d'Etat, donc ils ont autant de légitimité qu'eux, on aboutit à la conclusion que l'ONU est légitime, donc pourquoi s'y opposer systématiquement, pourquoi remettre en cause son existence.

L'ONU et l'Union européenne mènent le même combat, elles poursuivent les mêmes objectifs, maintenir les peuples dans la servitude et servir les intérêts du capitalisme mondial pour assurer sa survie. Dès lors que l'on a déclaré que l'ONU était un instrument de guerre contre les intérêts du prolétariat mondial, ne faut-il pas tirer la même conclusion s'agissant de l'Union européenne ?

Autre réflexion : mais l'Union européenne est plus proche d'un modèle d'Etat fédéral comme les Etats-Unis d'Amérique que d'une institution internationale comme l'ONU. On peut concevoir que l'objectif que ce sont fixés les partisans de l'Union européenne soit d'aboutir à terme à un Etat fédéral européen calqué sur le modèle américain. Si l'on tient compte du développement du capitalisme au cours de la seconde moitié du XXe siècle, on arrive forcément à la conclusion que le cadre des Etats nationaux est devenu trop étroit pour le contenir dans le futur, que cette division en Etat du continent européen constitue un frein au développement du capitalisme, ce n'est pas nouveau, cela date déjà du début du XXe siècle.

L'objectif de l'Union européenne est de faire sauter les unes après les autres toutes les entraves au développement du capitalisme. Mais pour y parvenir il faut qu'ils liquident les droits et acquis sociaux, la législation favorable aux travailleurs existant encore dans chaque pays, notamment celle du travail. C'est à la fois le moyen et l'objectif qu'ils se sont fixés pour parvenir à leur fin : permettre aux capitalistes d'exploiter sans fin la classe ouvrière avec un minimum de contraintes législatives, en n'accordant aux travailleurs que des droits compatibles avec le développement du capitalisme pour garantir sa survie.

Sur le plan économique, l'intérêt du prolétariat n'est pas de s'opposer au développement du capitalisme qui prépare les conditions objectives nécessaires à son combat pour le renverser et instaurer le socialisme à l'échelle de l'humanité. Par ailleurs, nous savons que tout nouveau développement du capitalisme ne peut conduire qu'à une nouvelle crise, en conséquence, rien ne devrait être entrepris pour en freiner son développement, sauf à vouloir passer absolument pour un réactionnaire ou un ignare.

Ceci dit, sur le plan politique les choses ne se présentent pas exactement de la même manière. J'avais déjà abordé cette question dans un autre document. J'étais parti des Etats-Unis, j'avais expliqué qu'il serait très difficile de remettre en cause le pouvoir de la bourgeoisie dans ce pays, parce qu'il s'agissait d'un vaste pays comprenant une population importante, et, de la même manière qu'il était impossible d'imaginer qu'un de ses Etats puisse faire sécession, le pouvoir central et les institutions étant éloignés de la masse de la population, il me paraissait difficile ou impossible d'envisager la prise du pouvoir par le prolétariat dans ce pays. Je n'avais pas pris en compte la nature exacte de ses institutions, de sa constitution ou la manière dont la population peut s'exprimer sur le plan politique, car cela ne me semblait pas être les facteurs les plus importants à ce stade du développement de la lutte des classes à l'échelle internationale, et je le pense encore. Je continue de penser que la classe ouvrière américaine ne parviendra pas au pouvoir avant le prolétariat en Europe ou en Amérique Latine.

Ce que je veux dire, c'est la taille et la structure du pays qui constitue en premier lieu un véritable obstacle à la centralisation du combat de la classe ouvrière. En imaginant que demain les différents Etats européens auraient disparu au profit d'un Etat fédéral européen, la classe ouvrière européenne se trouverait placée face aux mêmes difficultés que la classe ouvrière américaine. Qu'une révolution éclate dans une région de l'Union européenne et ils la bombarderaient comme ils ont bombardé la Serbie par exemple.

En conclusion, nous sommes donc face apparemment à une contradiction. Maintenant la question est de tenir compte de l'ensemble de la situation et de déterminer avec précision lequel des deux facteurs économique et politique est déterminant aujourd'hui du point de vue des intérêts du prolétariat, sur lequel nous devons nous appuyer pour définir une ligne politique correcte sur la question de l'Union européenne.

Compte tenu que les Etats ont une nature de classe, que ce sont tous des Etats bourgeois, il est totalement impensable d'en prendre la défense, on se retrouverait sur le même terrain que les chefs d'Etat qui défendent les intérêts de leur propre capitalisme.

Le rejet de la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe par le POI exprime à la fois l'abandon du combat pour l'abolition du capitalisme qui ne peut pas se concevoir dans un seul pays, sauf à adhérer à la théorie du socialisme dans un seul pays, et de l'abandon finalement de la défense de nos droits et acquis sociaux qui ne pourront être préservés ni dans le cadre de l'Etat français ni dans le cadre de la Ve République.

Selon moi, la seule orientation politique correcte doit consister à combattre pour la défense des intérêts du prolétariat dans la perspective d'en finir avec le régime en France et l'instauration d'une République sociale européenne, basée sur la liquidation des institutions réactionnaires dans chaque pays qui servent les intérêts du capitalisme qu'il faut abolir.

Ainsi on ne s'oppose pas au développement du capitalisme qui prépare les conditions du passage au socialisme pour reprendre la méthode de Marx, on mène le combat contre ses conséquences qu'il fait subir à la classe ouvrière en lui donnant un contenu révolutionnaire, axé à la fois sur la nécessité de renverser la Ve République et d'en finir avec l'Union européenne.

Finalement, l'exigence d'un plan de relance ou d'urgence en faveur des travailleurs telle que l'avance le POI, le NPA, le PCF, LO, etc. n'est que le pendant nationaliste ou social-patriote des plans de relance en faveur des capitalistes mis en œuvres par les différents gouvernements.

Les travaux du conseil fédéral national du POI des 17 et 18 janvier 2009 :

« Le représentant du Pas-de-Calais indique : « Nous avons décidé de faire du porte-à-porte, chose pour laquelle nous avons des réticences. Pas facile d'aller sonner chez les gens. On a fait quatre séances "de sonnettes" : sur 300, une centaine de portes se sont ouvertes. » »

C'est marrant qu'ils découvrent cette activité militante... en 2009, non ?

Quand je militais à l'OCI à la fin des années 70, on faisait du porte-à-porte toutes les semaines, cela faisait partie intégrante de notre activité militante, sans nous poser de questions. Parfois on se faisait envoyer chier, parfois on était accueilli par les aboiements d'un chien, et les autres fois, on nous ouvrait la porte et la discussion s'engageait.

Page 12

« Une question est posée à tout le mouvement ouvrier en Europe : celle de l'indispensable unité pour interdire les licenciements et exiger le retrait des plans de « sauvetage » », ouf ! Le POI distille sur le plan international la même politique opportuniste trade-unioniste.

Page 13

« Obama, un président face aux attentes de millions de travailleurs »

« Et chacun a commencé à comprendre que le changement, ce sont des mesures précises pour lesquelles il faut se mobiliser.

C'est le sens de l'appel de près de 500 militants, responsables, travailleurs et jeunes pour exiger un plan d'urgence en dix points pour sauver les travailleurs. »

Le même refrain ! Rien que le titre est à gerber, car les travailleurs américains n'ont absolument rien à attendre d'Obama, pas plus hier, aujourd'hui ou demain. Vous connaissez la chanson : le meilleur moyen de combattre les illusions, c'est de se placer sur le terrain des illusions, sauf qu'à ce jeu de cons, jusqu'à preuve du contraire, ce sont toujours les mêmes qui gagnent et il n'y a aucune raison qu'il en soit demain autrement qu'hier ou aujourd'hui.

Cela vaut le « chiche monsieur le président » Sarkozy qu'on a pu lire récemment dans IO, si vous vous en souvenez.

Manquerions-nous aujourd'hui de faits, d'arguments pour montrer et démontrer que les travailleurs n'ont absolument rien à espérer des dirigeants du vieux monde ? Excusez-moi, les travailleurs seraient-ils cons au point de ne pas le comprendre quand on leur met sous le nez ?

Au POI, ils n'ont pas compris et cela ne risque pas d'arriver avant longtemps, que la question déterminante n'est pas la confiance ou non dans les dirigeants du pays, mais les liens qui les enchaînent au capitalisme.

Obama Bush, Sarkozy, Chirac ou Mitterrand, ce n'est pas tout à fait la même chose, d'accord, mais fondamentalement, osez dire que ce n'est pas la même chose, or c'est que prétend le POI à travers sa politique.

A quoi cela nous servirait-il de virer Sarkozy si les masses n'ont pas commencé à rompre avec le capitalisme ? A ouvrir la voie au front populaire qui continuerait la politique de Sarkozy. Qu'est-ce que fait Morales d'après vous ? Pour quelle classe gouverne-t-il en Bolivie ? Demandez-le aux latifundiaires à qui il vient de garantir les titres de propriété sur des centaines de milliers d'hectares de terres, et par là même le véritable pouvoir dans le pays.

En Bolivie, les masses sont prêtes à rompre avec le capitalisme, c'est Morales qui ne l'est pas. Je l'ai lu récemment dans un numéro d'*Informations ouvrières*, alors n'écoutez pas les petits bourgeois (du POI) qui prétendent maintenant le contraire, qu'ils disent simplement qu'ils ne sont pas prêts eux-mêmes à rompre avec le capitalisme qui leur permet de vivre confortablement, ce sera plus honnête.

Page 14

« Ainsi va la loi des marchés financiers et de la spéculation. Il faut payer les dividendes aux spéculateurs et, à l'autre pôle de la société, il faut des centaines de milliers de licenciements et des restructurations brutales pour que le « marché » reçoive « un signal positif ».

Une loi qu'il faut d'urgence briser en imposant par l'unité l'interdiction des licenciements. »

Normal, non ? Le capitalisme, c'est le capitalisme, voilà ce qui n'est pas normal pour le POI, parce que le capitalisme devrait être autre chose, après tout, n'a-t-il pas été capable du meilleur comme du pire, n'avons-nous pas été heureux pendant des décennies ? Ils parlent pour eux, pas pour nous qui sommes les porte-

parole de tous les exploités et non d'une fraction d'entre eux, qui plus est celle des mieux nantis par le capitalisme.

Ceux qui ont profité des largesses du capitalisme pendant des décennies sur le dos de certaines couches du prolétariat qui ne connurent que la pauvreté en France ou sur le dos d'autres peuples surexploités sur d'autres continents, se souviennent subitement ou découvrent effarouchés que le capitalisme peut frapper fort n'importe où et n'importe qui, au point qu'ils sont devenus incapables de le remettre en cause, « *briser* » une loi leur suffirait bien pour nous ramener aux années bonheurs des *Trente glorieuses*, le combat pour l'émancipation du prolétariat étant renvoyé aux calendes grecques.

C'est avec cette politique de capitulation, de collaboration de classes qui dure depuis au moins l'après-guerre, que le mouvement ouvrier doit en finir.

Page 15

R. Sandri (A. Geddo pour les intimes.)

« *Un vieil adage dit : « Quand le bâtiment va, tout va. » Là encore, les prévisions ne sont pas brillantes* », mais tant mieux monsieur le bureaucrate syndical (ex-n°2 FO), et l'on se réjouirait qu'elle empire et qu'elle débouche sur une révolution, pas vous ?

Je dois rectifier ou plutôt apporter une précision à ce que j'avais écrit dans un autre article : ils ont sabordé le PT pour accueillir des gens comme Schivardi qui craint la révolution comme son ombre, mais en réalité, des Schivardi il y en avait déjà dans l'ancêtre de ce parti, à l'OCI, mais à ce moment-là, personne ne s'en doutait, aucun militant ne l'aurait imaginé. Avis à mes anciens camarades, cela donne à réfléchir...

« *Cet exemple risque de se reproduire un peu partout.* » en parlant des licenciements, ce qui représente un « *risque* » pour un travailleur sur le plan social et économique est une chance sur le plan politique, encore faut-il se situer sur le plan politique conscient, ce qui n'est manifestement pas le cas de Roger Sandri.

« *Les mesures prises par les gouvernements bourgeois ne sont pas à la dimension des réalités économiques et sociales.* », entendez par là qu'elles devraient l'être sans tenir compte de la nature du gouvernement et de l'Etat, il le confirme ensuite.

« *Quoi qu'il en soit, l'ensemble des mesures prises par l'Etat ne suffisent pas. On est loin du compte.* ». Quel dommage n'est-ce pas ! Il voudrait le sauver qu'il ne s'y prendrait pas autrement. La preuve, il indique à Sarkozy ce qu'il devrait faire... y compris pour se faire réélire en 2012 :

« *Dans ce contexte de gravité, affectant les catégories sociales les plus vulnérables dans un premier stade, il est plus qu'urgent de relancer la consommation populaire par le pouvoir d'achat des salaires, des retraites, des allocations de chômage.* ». On croirait lire l'*Humanité* !

En tant que fils de menuisier en bâtiment, je suis sûr que si je demandais à ma mère encore en vie ce qu'elle entend par « *consommation populaire* » ou même par « *pouvoir d'achat* », elle me répondrait qu'elle ne comprend pas, qu'elle n'est pas concernée, normal on a toujours eu seulement tout juste de quoi survivre, on n'a jamais connu d'autres situations, alors le terme même de « *consommation* » lui semblera déplacé, sauf si le simple fait de survivre peut s'assimiler à une consommation quelconque. Décidément monsieur Sandri, nous n'avons jamais vécu dans le même monde.

Et quelle conclusion tire-t-il à la fin de son baratin :

« *D'où la nécessité de renforcer l'action syndicale à tous les niveaux et sous toutes ses formes revendicatives.* ». L'action syndicale, elle profite avant tout à l'aristocratie ouvrière et aux classes moyennes qui soutiennent le régime.

« *Quant à l'Europe, échelon du mondialisme, elle fait la démonstration de sa carence, laissant entrevoir une forme d'éclatement.* » Carence signifie : absence ou manque de quelque chose (Larousse). A ma connaissance, il ne manque rien à l'UE en dehors de ce que déplorent Sarkozy et les siens. Je pensais que vous étiez pour la liquider purement et simplement, mais j'ai dû me tromper, je vous remercie de cette précision qui ne passera pas inaperçue à bien des militants de votre parti.

Il doit rêver de l'éclatement de l'Union européenne comme certains gaullistes nostalgiques de la grandeur de la France dans le monde, alors qu'elle s'inscrit naturellement dans la perspective du développement du capitalisme. Pour sa gouverne, les dirigeants de plusieurs pays dont l'Islande et quelques pays d'Europe centrale ont manifesté leur intention de rejoindre le plus vite possible l'UE. Sandri n'est pas au courant ou il raconte n'importe quoi. Au fait, la retraite, cela existe aussi en politique !

Et ce pleurnicheur professionnel de terminer ainsi : « *Triste bilan* », car celui de l'UE aurait pu être heureux comme celui du capitalisme que vous avez soutenu de longues années jusqu'à aujourd'hui ?

Non monsieur, le bilan du capitalisme n'est pas « *triste* » - il le regrette la larme à l'oeil le philistin - il est uniquement ce qu'on est en droit d'en attendre et rien d'autre, il est conforme à la description qu'en a fait Marx un siècle et demi plus tôt, mais cela on ne lui demandera pas de le comprendre, il est trop tard.

Vous aurez compris que le pendant de la politique du POI qui consiste autant que faire se peu à épargner Sarkozy en détournant l'attention des travailleurs vers Bruxelles ou Washington, s'accompagne d'une politique dans la plus pure tradition trade-unioniste combattue inlassablement par Marx, Engels et Lénine, évitant soigneusement de poser la question politique du pouvoir, engager le combat en avançant la nécessité de chasser Sarkozy et d'abolir les institutions de la Ve République dans la perspective de la formation d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire n'est pas à l'ordre du jour.

Page 16

La palme du crétinisme politique reviendra cette semaine au néo trotskiste Gérard Bauvert : « *Moi, je viens de lire, il y a quelques jours, que les Françaises n'avaient jamais fait autant d'enfants depuis 28 ans... Alors ?* » Bon, passons sur le fait qu'il faut de préférence être deux pour procréer.

Il n'y a pas à s'en réjouir, ni même y faire référence ou pour le dénoncer tellement c'est grotesque et déplorable. La simple évocation de cette manifestation de la plus crasse ignorance ou inconscience de l'être humain dans un article qui se veut humoristique, sans la moindre critique, est ignoble, l'ouvriérisme est bien criminel.